

La communauté internationale est unanime sur le fait que 85% des hydrocarbures résiduels sur la planète doivent demeurer sous terre si nous voulons éviter la catastrophe des réchauffements climatiques. Le gouvernement Couillard ne doit pas écouter les mêmes informations que moi, pour continuer à vouloir développer la production d'énergie fossile.

Ils n'ont certainement pas d'enfants, trop vieux pour en avoir, ou faire parti des négationnistes.

Serait-il temps pour le Québec de rajeunir ses représentants?

Au cours des 18 derniers mois, le gouvernement a investi des sommes énormes d'argent et de travail pour obtenir les quelque 70 études et rapports qui forment le « Bilan des connaissances » et les « Évaluations environnementales stratégiques » à l'appui de son Plan d'action gouvernemental sur les hydrocarbures et de sa future loi sur les hydrocarbures.

Dépense inutile car si le résultat ne lui convient pas ce même gouvernement n'en tiendra pas compte!!!

Aucune démarche comparable n'a été effectuée pour mesurer la faisabilité, les impacts ou les retombées d'un éventuel Plan d'action gouvernemental sur la transition énergétique, qui exclurait tout appui à la filière des énergies fossiles et viserait au contraire à éliminer la dépendance à ces énergies en développant l'économie d'énergie, les énergies passives et la filière des énergies propres, renouvelables et créatrices d'emplois locaux.

La filière des hydrocarbures n'est pas acceptable socialement en raison de ses impacts négatifs reconnus sur le plan du climat, de la sécurité de l'eau potable, de la viabilité des écosystèmes et de la qualité de vie, et en raison des doutes graves qui pèsent sur sa future rentabilité économique, sans même tenir compte de ces impacts négatifs.

Le gouvernement nous présente le développement de la filière des hydrocarbures comme moteur d'une relance économique au Québec et cette perspective séduit de nombreux Québécois. Or, investir dans les hydrocarbures à ce moment-ci ne tient pas non plus la route sur le plan économique.

Selon le Fonds monétaire international (FMI), si l'on tient compte des subventions directes et de l'ensemble des coûts induits par le pétrole et le gaz, le Canada subventionnera cette filière à la hauteur de 53 milliards \$ en 2015.

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre et ancien gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney, nous prévient que nous sommes dans une bulle du carbone dont l'éclatement fera fondre la valeur des pétrolières (dans lesquelles notre gouvernement investit l'argent des Québécois). Dans une perspective plus large, Mark Carney affirme aussi que « les changements climatiques menaceront les assises de la finance et la prospérité à long terme ».

Même l'ÉES que le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles a commandé à la Chaire de gestion du secteur de l'énergie de HEC Montréal sur le marché potentiel d'hydrocarbures produits au Québec, datée du 30 septembre 2015 conclut que les perspectives de cette filière ne sont pas reluisantes pour le Québec : « les défis importants des coûts de production et d'infrastructure (encore incertains) pourraient limiter le potentiel de marché des hydrocarbures québécois, dans un contexte de bas prix et d'offre abondante. » Au mieux, selon le professeur Pierre-Olivier Pineau et son collègue, des niches « marginalement profitables à l'économie du Québec » pourraient être trouvées.

Il m'importe qu'il y ait un véritable Plan d'action gouvernemental sur la transition énergétique et non une supercherie communicationnelle comme gaz métró le fait actuellement. Le gaz naturel étant actuellement en très grande partie du gaz issu de la fracturation.

Le gouvernement québécois a donné de nombreux indices faisant craindre qu'il cherche à mettre en place une filière gazière intégrée comprenant l'extraction, la liquéfaction, le transport et la consommation de gaz naturel, et tente de faire passer cette approche pour une stratégie de transition énergétique. Dans la mesure où la presque totalité du gaz en cause serait du gaz fossile, il s'agit d'une supercherie communicationnelle.

Pouvons-nous retrouver une confiance dans nos représentants politique, des élus qui nous sont imposé par une minorité, sans représentation proportionnel du choix des citoyens?

Pouvons-nous choisir quelle société nous voulons avoir pour nos enfants et petits enfants?

Pouvons-nous choisir dans quelle société nous désirons vivre?

Nous ne voulons pas de plan d'action gouvernemental sur les hydrocarbures!

Nous voulons un plan d'action gouvernemental sur la transition énergétique!